

Au bord de l'abîme

Qu'on est loin de « l'esprit de camp David » ! Et quel chemin a été parcouru même depuis la session des Nations Unies de l'an dernier ! Une infernale partie de poker menée avec des renforcements militaires et des explosions nucléaires est engagée où on s'approche chaque jour du « bord de l'abîme », comme au temps de feu Foster Dulles.

Dans le monde entier l'inquiétude grandit. Comment expliquer la situation actuelle ? Où cela nous mènera-t-il ? Et que faire pour tenter d'éviter de sombrer dans l'abîme ?

Il ne faut pas être un spécialiste des problèmes internationaux pour se rendre compte que le monde connaît une évolution comme l'histoire n'en a jamais vue. Des peuples colonisés s'efforcent de rattraper au plus vite qui un siècle, qui deux siècles, qui davantage encore. La marche au socialisme se fait de plus en plus irrésistible. Cette progression de la révolution mondiale renforce les Etats ouvriers. La bureaucratie qui dirige l'Union soviétique, et dont Khrouchtchev est aujourd'hui le porte-parole, loin de pousser sur la route de l'histoire, implore le capitalisme mondial d'accepter un *Statu quo*, une « coexistence pacifique » qui reviendrait à accepter une transformation graduelle du monde vers le socialisme. Mais les dirigeants du monde capitaliste, loin de se laisser convaincre, résistent partout et n'ont pas renoncé à renverser la marche du monde. S'il est loin le temps où ils se disputaient entre eux s'il fallait pratiquer une politique de *Roll back* ou de *containment* (refouler ou contenir) envers les Etats ouvriers, s'ils n'arrivent pas à élaborer une politique définie, ils se montrent néanmoins résolus à marquer sur un certain nombre de points dans le monde une ligne d'arrêt, et à engager les hostilités plutôt que de devoir reculer davantage.

Ainsi il y a de par le monde plusieurs foyers d'où la guerre peut partir. Le plus dangereux de tous se trouve précisément au centre de l'Europe. La situation telle qu'elle se présente aujourd'hui est due au fait que les vainqueurs de l'Allemagne dans la seconde guerre mondiale, ne parvenant pas à un accord au lendemain de celle-ci, établirent un statut provisoire correspondant au rapport des forces de l'époque, statut qui n'a guère été modifié depuis 1945, alors que le rapport des forces s'est complètement renversé. On avait divisé l'Allemagne en quatre zones d'occupation et on avait donné à Berlin un statut particulier. Les Occidentaux ont uni leurs zones pour en faire la République fédérale, associée à l'O.T.A.N. Le gouvernement soviétique a créé la République démocratique associée au pacte de Varsovie. Et Berlin-Ouest, stimulé par le monde capitaliste, est devenu au centre de la République démocratique un foyer de propagande et d'intrigue capitaliste.

Ce qui est surprenant, ce n'est pas que cette situation soulève à présent une grave crise, mais qu'elle ait pu durer pendant si longtemps. Au fond, personne n'osa y toucher pendant longtemps, parce que tous les gouvernements avaient conscience des dangers qui s'y trouvaient accumulés.

Loin d'apporter une solution, le temps a rendu la problème plus compliqué. L'Allemagne de l'Ouest réarmée devient la plus forte puissance militaire en Europe occidentale. Ses capitalistes et ses gouvernants semblent être les derniers à comprendre la nouvelle situation internationale ; ayant perdu deux guerres et ayant connu un rapide relèvement économique par la suite, ils ont été jusqu'aux derniers

jours persuadés que les Etats ouvriers n'avaient pas de force réelle, qu'il faudrait peu de chocs pour qu'il y ait un effondrement du glacis oriental de l'Union soviétique.

Ce jeu déjà dangereux en soi fut rendu d'autant plus intolérable pour le gouvernement soviétique qu'il fut favorisé par la politique hyperbureaucratique d'Ulbricht, qui avait déjà suscité une explosion en 1953 et qui a dressé contre elle la grande masse de la population de l'Allemagne orientale. On ne peut expliquer la continuelle hémorragie qu'a connue la République dite démocratique par la propagande et l'activité des capitalistes et de leurs agents. Quelle manifestation éclatante de faillite de la politique d'Ulbricht que de n'avoir trouvé comme « solution » que la construction d'un mur de plusieurs kilomètres à travers la ville de Berlin !

Les dirigeants du monde occidental se contentaient du *statu quo* établi au lendemain de la guerre. Il était donc inévitable que Khrouchtchev prenne des initiatives. Il n'est pas exclu qu'il se trouve également poussé par une série de difficultés intérieures, mais on ne doit pas voir dans la crise internationale actuelle avant tout le produit d'une tentative de diversion du gouvernement soviétique. Les difficultés internes de la R.D.A. sont aussi un facteur de la situation. Mais la crise internationale actuelle est avant tout le produit de la maturation des contradictions internationales, de l'écart croissant entre le statut établi en 1945 et les rapports de force mondiaux.

Khrouchtchev, en fait, n'a nullement abandonné la politique de « coexistence pacifique ». Tout compte fait, il est même assez modeste dans ses revendications. Mais les gouvernements capitalistes ne considèrent pas seulement les demandes immédiates du gouvernement soviétique, ils envisagent aussi leurs conséquences à plus longue échéance. Formellement il s'agit de reconnaître *de facto* l'Allemagne de l'Est et de faire de Berlin-Ouest un territoire neutre. Les gouvernements capitalistes comprennent que reconnaître une situation nouvelle à Berlin-Ouest, c'est ouvrir les digues à des courants en Europe occidentale qui pourront disloquer l'O.T.A.N., avec des conséquences encore plus imprévisibles résultant d'une détérioration, vraiment catastrophique pour le capitalisme, du rapport des forces.

C'est pourquoi le danger de guerre est très grand, énorme même. On ne peut pas dire que la crise actuelle conduira inévitablement à la guerre, parce qu'il y a tout de même une certaine marge, étroite, pour un compromis, parce que de part et d'autre on a, à la différence de 1914 et de 1945, conscience des dangers immenses pour tout le genre humain ; enfin parce que le monde capitaliste se sent encore assez à l'aise sur le plan économique. Mais le jeu diplomatique qui est engagé, est mené de part et d'autre, d'une façon si téméraire, on s'approche si près du bord de l'abîme qu'on ne peut pas exclure un faux pas.

Dans une telle situation, le sentiment le plus général qu'on rencontre, c'est celui de l'impuissance et de l'accablement, d'autant plus que les organisations de masse qui se partagent l'allégeance des travailleurs dans le monde se mettent à la remorque des gouvernants. Pour gagner des voix, W. Brandt a fait assaut de « fermeté » avec Adenauer. Le P.C.F. approuve la reprise des expériences nucléaires par le gouvernement soviétique, une mesure qui a peut-être été prise pour des raisons techniques mais qu'on ne peut que condamner du point de vue de la politique du prolétariat